

PROJET DE CENTRALE ÉLECTRIQUE EN GUYANE, RESPECT DES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

COMMUNIQUÉ

PARIS ET CAYENNE, LE 1^{ER} MARS

Depuis plusieurs années, le village Prospérité est mobilisé contre la proximité du projet de centrale électrique de l'ouest guyanais (CEOG) et les conséquences désastreuses d'un tel projet pour la communauté, tant sur le plan environnemental que sur les conditions de vie des familles qui y vivent.

Alors que la mobilisation est installée et s'amplifie, soutenue par les peuples autochtones et une part importante de la population de Guyane, la préfecture accentue le déploiement de forces abusives et disproportionnées.

Après l'arrestation du Yopoto Sjabere, menotté dans son village aux premières heures du jour en octobre dernier, les pratiques d'intimidation se sont renforcées ces dernières semaines : gendarmes postés à l'entrée du village, patrouilles dans le village à des heures très tardives, drones qui survolent les habitations, tournées de quad sur le chantier nuit et jour...

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) et sa section de Cayenne dénoncent avec la plus grande fermeté la pression et les intimidations récurrentes des forces de l'ordre pour faire taire les légitimes revendications des villageoises et villageois et, plus largement, de toute la communauté contre un projet de déforestation massive et pour leurs droits à la terre et à sa préservation.

Aucun projet de développement, aussi nécessaire soit-il, ne peut se faire en bafouant les droits des peuples autochtones, leurs coutumes ancestrales, leurs liens avec la terre et leurs interactions avec leur environnement.

Nous nous joignons au Yopoto Sjabere, chef coutumier du village Prospérité ATOPO WePe – que Patrick Baudouin, président de la LDH, et Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH, ont rencontré – et aux nombreuses voix qui le soutiennent dans sa lutte pour le déplacement du projet CEOG.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

